

Contribution MoDem Gard

Chapitre 2 : Développement économique, écologique et social durable

2.3 Industrie

Le **secteur des biotechnologies** est mentionné comme l'un des secteurs-clé d'avenir. Certes, mais il est important de ne pas limiter ce secteur à l'obtention de molécules nouvelles en santé, mais y intégrer les dispositifs médicaux, le diagnostic, l'accompagnement de la longévité, les biotechnologies environnementales appliquées en particulier à la dépollution ou bio-rémediation, et reste la problématique des biotechnologies végétales et des VGMs (végétaux génétiquement modifiés) dont certains peuvent permettre de partir à la reconquête des terres arides ou salées.

La priorisation de **la recherche et de l'économie de la connaissance** est bien légitime dans le contexte de mondialisation. Si le problème des moyens est bien sûr essentiel, nous ne pourrons faire l'économie d'une réforme profonde de sa structuration, de sa lisibilité et donc visibilité. Ceci passe par une réorganisation profonde de l'enseignement supérieur et des organismes de recherche, réforme difficile dans notre pays.

L'attaque contre **les pôles de compétitivité** n'est pas légitimée et leur évaluation par des cabinets étrangers en juillet 2008 le confirme. La large majorité a rempli ses objectifs permettant enfin d'échafauder un continuum recherche académique – transfert/valorisation – entreprises avec un réel dialogue entre acteurs qui s'ignoraient jusqu'alors, et qui génèrent aujourd'hui nombre de projets à haute valeur ajoutée et créateurs d'emplois. C'est plutôt de l'amplification de leur action dont il faudrait parler, en osant enfin les consulter et les faire participer à une pédagogie innovante tournée vers la professionnalisation de nos étudiants. Cette spécialisation des territoires est indispensable mais il devient nécessaire que l'ensemble des acteurs (enseignement supérieur, pédagogie, recherche, valo-transfert) soient désormais conduits à faire des choix stratégiques dans les axes des pôles de compétitivité d'un territoire donné pour mettre fin à l'éparpillement, construire de vraies masses critiques lisibles.

2.4 Politique économique

Sur le chemin de l'**Economie**, nous traversons actuellement une crise. Cette crise - qui aurait pu largement être anticipée – affecte encore une fois davantage les classes inférieures et moyennes que les nantis.

Face à cette crise, une première réaction pourrait être de fustiger l'économie capitaliste et libérale. Ce serait trop simple, et même simpliste.

En effet, il ne faut pas rejeter catégoriquement le capitalisme car c'est lui qui a conduit l'occident à réduire pendant de longues années le nombre de pauvres, d'affamés, de sans-abris... C'est en revanche son côté extrémiste qui entraîne actuellement une détérioration notable de la vie de la grande majorité des couches sociales de la France (il en va de même pour les USA d'ailleurs).

Nous avons besoin d'une dose de libéralisme, encore faut-il qu'elle soit modérée, contrôlée. Nous avons besoin des entreprises. C'est aujourd'hui elles qui financent les emprunts de l'Etat, c'est elles qui font vivre le système économique et social. La majorité des salariés exercent dans le domaine privé et l'Etat n'a pas de ressources suffisantes pour mettre en place sa politique sans recourir à l'emprunt. Le 22 septembre 2007, François Fillon n'a-t-il pas dit, en Corse, « *Je suis à la tête d'un Etat qui est en situation de faillite sur le plan financier* », avant d'être rappelé à l'ordre par Nicolas Sarkozy ?...

L'Etat n'a pas les moyens de tout contrôler, de tout diriger, et d'ailleurs, en matière de gestion, il le fait souvent plutôt mal ! En matière de management, ce n'est d'ailleurs guère mieux...

Nous n'avons donc pas le choix, nous devons adopter une politique capitaliste et libérale MAIS contrôlée ! C'est la forme extrémiste du capitalisme ou du libéralisme, celle que nous subissons actuellement qui conduit à toutes ces formes d'inégalité, d'injustice et de dérives littéralement scandaleuses... Les entreprises distribuant des dividendes records aux actionnaires et licenciant du personnel, les parachutes dorés, les primes indécentes perçues par quelques dirigeants d'entreprise, les revenus des patrons du CAC40 augmentant de 58% en 2007... sans compter les aides de l'Etat (qui n'en n'a pas forcément les moyens) à des entreprises qui vont licencier en France et créer des emplois en Inde ou en Chine, emplois particulièrement précaires de plus !

Et surtout, nous devons réintégrer la valeur de l'**humanisme** comme pierre fondamentale de notre système économique... comme il n'aurait jamais du en disparaître ! Nous sommes tous des hommes, régissant entre nous des organisations visant à mieux nous organiser et à mieux vivre, tous ensemble et dans un même monde ! Malheureusement, depuis plusieurs années, nous avons assisté à une dérive de notre système de société remplaçant son objectif principal « l'humain » par l'« argent ». Il s'agit d'une dérive économique grave car l'humain risque d'être de plus en plus voué à jouer un rôle de simple outil au sein de mécanismes financiers régissant la grande machine économique. Plus grave, quelques uns - mais ils sont de moins en moins nombreux et ne s'en rendent pas forcément compte – croient tirer avantage de ce système, avant d'être, à leur tour, « mangés » par cette grande machine anthropophage. Il est donc urgent de revenir à ces fondamentaux dont l'humanisme fait partie intégrante.

2.5. Protection sociale et démocratie sociale

D'un point de vue **Social**, nous traversons une période où toute considération de ce genre paraît incongrue, voire carrément indécente ! Le dialogue social est revenu à l'état embryonnaire. Les droits des salariés, tout comme les artisans et tous ceux qui travaillent, durement acquis pendant des décennies, sont bafoués ou « intelligemment contournés ».

Et que dire de ceux, de plus en plus nombreux, qui ne trouvent pas de travail ou qui travaillent pour simplement se nourrir, mais de façon précaire, en dessous du SMIC ou de façon non déclarée, ce qui compromet notamment tout espoir de retraite future et empêche toute prise en charge d'un chômage éventuel ?

Que dire des retraités qui voient leurs indemnités diminuer, parallèlement à un accroissement important du prix des journées en maisons de retraite ?... ce qui conduit à penser que seuls les nantis auront le droit à mourir dignement d'ici quelques années !

Techniquement, il paraît évident que les 35 heures sont un échec, qui n'a pas créé d'emploi *in fine*, qui n'a en rien amélioré les conditions de vie des salariés des classes inférieures, mais qui a détérioré toutes celles des cadres, qui a mis en difficulté certaines entreprises, notamment les entreprises familiales, et qui a creusé les inégalités : dans les entreprises, hormis quelques dirigeants qui font partie de la caste des quelques « protégés » (ceux qui sont au dessus des lois, riches et de plus en plus riches, intouchables juridiquement, manipulant et contrôlant la presse et les sondages, amis de certains dirigeants politiques), il y a eu nivellement par le bas du pouvoir d'achat des ouvriers et des cadres. Les artisans souffrent au quotidien et les commerçants ne savent plus de quoi leur avenir sera fait...

Et ce ne sont que des exemples...

En premier lieu, en matière sociale, il faut qu'un dialogue soit repris entre dirigeants, actionnaires, partenaires sociaux, artisans, ... et politiques afin d'analyser dans un premier temps quand le système a dérapé et a commencé à régresser... et voir ce qui peut être fait. Il y a forcément une solution ! Nous ne sommes certes pas dans des situations comme au Mexique, en Inde ou, pire encore, au Niger ou en Haïti... mais il faut redresser la situation qui se dégrade de jour en jour.

Ce redressement devra se faire par une prise de conscience de chacun : Il faut réguler le niveau des dividendes des actionnaires, des revenus des grands patrons mais il faut aussi vraisemblablement mettre aux oubliettes les 35 heures...

En synthèse, voici donc les trois axes que je propose:

a/ Réinstauration du dialogue social, quitte à ce que cela soit contraint

b/ Mise en place d'une réelle politique sociale des retraités

c/ Réforme de la loi sur le temps de travail, avec arrêt du système actuel dit « des 35 heures »

2.6 Economie solidaire et responsable

Les biotechnologies englobent bien sûr l'étude faite sur les génomes. Si les chercheurs peuvent susciter la création de richesses nouvelles, il faut tout à la fois les aider dans leur capacité à réaliser que certains de leurs travaux soient sources de nouvelles richesses et mettre à leur côté les acteurs aptes à élaborer le projet de transfert et /ou de création d'activités nouvelles.